SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 53^e SÉANCE

Séance du jeudi 21 septembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Excuses.
3. — Demande de congé.
4. — Dépôt par M. Jules Develle d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre.

Dépôt par M. Murat d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 8 avril 1915 portant création de la Croix de guerre.

Dépôt par M. Lucien Cornet d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'ajournement des élections des membres de la commission supérieure des caisses d'épargne.

5. — Retrait provisoire de l'ordre du jour de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2^o de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.

6. — 1^o délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. T. Steeg, tendant à compléter l'article 904 du code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs; 2^o la proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur des mineurs mobilisés et du mari et de ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans.

Déclaration de l'urgence.

Sur le renvoi de la discussion : MM. Rio-teau, président de la commission, Pontelle et René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. — Rejet.

Discussion générale : MM. Pontelle, T. Steeg et René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} : amendement de MM. Théodore Girard et Jénouvrier, et amendement de M. T. Steeg.

Renvoi des deux amendements à la commission.

7. — Dépôt par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice, de trois projets de loi adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, adopté précédemment avec modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, au nom de M. le ministre des finances et au sien, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916, pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914. — Renvoi à la commission des finances;

Le 2^e, au nom de M. le ministre des finances, concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général; 2^o l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes. — Renvoi à la commission des finances;

Le 3^e, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et au sien, portant modification des articles 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du code civil relatifs à la nationalité. — Renvoi à la commission nommée le 27 novembre 1913, relative à l'acquisition de la nationalité française.

Dépôt par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et de M. le ministre des finances de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin;

Le 2^e, portant ouverture, sur l'exercice 1916, d'un crédit de 10,813 fr. en vue de la création d'un musée Rodin.

Sur le renvoi des deux projets de loi : M. Dominique Delahaye.

Renvoi du 1^{er} projet de loi aux bureaux et du 2^e projet de loi à la commission des finances.

8. — Dépôt par M. Lhopiteau d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif aux déclarations en matière de mutations par décès (art. 24 disjoint du projet de loi concernant : 1^o l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre; 2^o certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès).

Dépôt par M. Ernest Monis d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1911 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1^o du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2^o des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale.

Dépôt par M. Ernest Monis d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre.

9. — Dépôt d'un rapport de M. Henry Chéron au nom de la commission de l'armée, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif : 1^o à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une armée autre que dans leur arme d'origine; 2^o à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active.

10. — Règlement de l'ordre du jour.

11. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au mardi 26 septembre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quatre heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Mollard, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 15 septembre.

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSES

M. le président M. André Lebert s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Paul Strauss s'excuse, pour des raisons de santé, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour, ni à celles qui vont suivre.

M. Louis Martin s'excuse, également pour raison de santé.

3. — DEMANDE DE CONGÉ

M. le président M. de Béjarry demande un congé d'un mois.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

4. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Develle.

M. Jules Develle. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Murat.

M. Murat. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 8 avril 1915 portant création de la Croix de guerre.

Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Lucien Cornet.

M. Lucien Cornet. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à l'ajournement des élections des membres de la commission supérieure des caisses d'épargne.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2^o de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.

M. Guillaume Chastenot, rapporteur, je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, le Gouvernement désire être entendu par la commission en vue d'apporter des modifications au texte actuel; il a demandé le retrait de la proposition de loi de l'ordre du jour et la commission ne fait aucun obstacle à cette demande.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la discussion de la proposition est retirée provisoirement de l'ordre du jour. Il en est ainsi ordonné.

6. — DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LA CAPACITÉ TESTAMENTAIRE DES MINEURS

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. T. Steeg, tendant à compléter l'article 904 du code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur

des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans.

Le Gouvernement, d'accord avec la commission, demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. Poincaré dans la discussion générale.

M. Poincaré. — Messieurs, je faisais partie de la commission chargée d'examiner la proposition de loi qui vous est soumise et qui a conclu à son rejet, je viens, très brièvement, vous exposer les raisons qui m'ont déterminé à ne pas accepter ces conclusions...

M. le président de la commission. Il me paraît difficile, messieurs, d'engager une discussion en l'absence de M. le rapporteur chargé de soutenir les conclusions de la commission.

En conséquence, je demande le renvoi de la discussion à une séance ultérieure.

M. Poincaré. — Messieurs, la proposition de loi a été adoptée, en 1915, à la Chambre, et il y a urgence à statuer.

M. T. Steeg. La proposition de loi soumise à la présente délibération a été déposée par moi dès le 12 mars 1915 et s'il est une question dont le caractère d'urgence soit incontestable, c'est bien celle qui fait l'objet de ce débat. (*Très bien!*)

M. le président. Monsieur Rioteau maintient-il sa demande d'ajournement?

M. Rioteau. Oui, monsieur le président.

M. le président. En ce cas, la parole est à M. Poincaré contre l'ajournement?

M. Poincaré. Messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise a été adoptée à la Chambre des députés sans débat, sur un rapport de M. Emile Binder, le 15 juillet 1915. Son importance est incontestable, puisqu'elle a pour but de donner aux mineurs mobilisés la faculté de tester. Nous ne pouvons cependant pas attendre la fin de la guerre pour voter une loi de cette nature.

Nous avons attendu très longtemps, mon ami M. Steeg et moi. M. le rapporteur n'est pas là; je le regrette beaucoup, mais nous pourrions commencer à discuter et renvoyer à une autre séance l'audition du rapporteur.

M. le président. La demande de renvoi est-elle maintenue?

M. le président de la commission. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je vais consulter le Sénat sur cette proposition d'ajournement.

M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. M. Poincaré fait remarquer à juste titre qu'il s'agit de donner aux mineurs mobilisés dans le service armé, bien entendu, pendant la durée de la guerre seulement, le droit de disposer de la moitié de leurs biens, contrairement à ce que prescrit le code civil. Il est clair que, si nous attendons pendant des mois, alors que la loi est votée à la Chambre des députés depuis dix-sept mois, elle n'aura plus d'efficacité. (*Approbation.*)

M. le président. Je mets aux voix le renvoi de la discussion à une prochaine séance. (*Le renvoi n'est pas ordonné.*)

M. le président. La parole est à M. Poincaré dans la discussion générale.

M. Poincaré. Messieurs, je faisais partie de la commission qui a eu à examiner le projet de loi en discussion et qui a conclu à son rejet, et je viens très brièvement vous exposer les raisons qui m'ont déterminé à ne pas accepter ces conclusions.

Je vous rappellerai que la proposition de loi de MM. Spronck et Beauregard, à laquelle je me rallie, a été adoptée sans lui reconnaître, avec juste raison, d'effet rétroactif, par la Chambre des députés dans sa séance du 15 juillet 1915, sans débat.

Mon collègue et ami, M. E. Bender, député du Rhône, résumait dans un rapport très concis, mais très précis et très substantiel, qu'il est utile de mettre sous vos yeux, les arguments qui militaient en faveur de l'adoption de cette proposition de loi:

« Le mineur, pourvu qu'il soit parvenu à l'âge de seize ans révolus, est déclaré capable de faire un testament. La loi lui reconnaît une suffisante maturité de jugement. Il est autorisé par le code civil à léguer la moitié, non pas de tous les biens qui lui appartiennent, mais la moitié de ce dont il pourrait disposer s'il était majeur. On devra tenir compte des héritiers à réserve. Ainsi, il a encore ses père et mère, réservataires chacun d'un quart. Un majeur ne pourrait léguer, dans ces conditions, que la moitié de ses biens. Le mineur, par conséquent, le quart.

« Le législateur a pensé que, disposant pour après sa mort, le mineur ne pouvait pas se nuire à lui-même; c'est pourquoi il ne lui a pas interdit de tester.

« La guerre actuelle a créé, avec les lourdes charges qu'elle comporte, une situation nouvelle pour les mineurs dont elle a requis la mobilisation. Sans parler des engagés volontaires, deux classes de mineurs, appelés sous les drapeaux, risquent à chaque instant leur vie pour la défense du sol et de la civilisation.

« Votre commission a pensé, comme les auteurs de la proposition, que « l'homme jugé capable de verser son sang pour la patrie doit être également capable d'exprimer ses volontés testamentaires », sans restriction. « Il n'existe aucune raison de le priver d'un pareil droit, quand il accomplit tous ses devoirs. » Nul doute que le danger, la conscience d'une haute mission remplie ne hâtent chez ces jeunes gens la maturité de l'esprit. »

Quelles raisons invoque la majorité de la commission pour vous demander de rejeter une proposition qui a pour elle l'opinion publique et l'unanimité de la Chambre des députés?

On nous dit :

« MM. Théodore Girard et Jénouvrier, entendus par la commission, lui ont exposé qu'à leur avis c'était une grande imprudence que conférer au mineur mobilisé la pleine faculté de tester, le fait d'être appelé à défendre le pays, les armes à la main, ne pouvant *ipso facto* doter le mineur de la maturité suffisante pour discerner si en disposant de ses biens par testament il fait ou non un acte conforme à la justice et à la raison; ils ont montré à quels entraînements pourraient être exposés des jeunes gens de dix-huit ans, soit pendant les périodes de permissions, soit en convalescence à la suite de blessures ou de maladie, quelle proie facile ils pourraient devenir s'ils tombaient sous l'influence de femmes cupides, et combien il leur coûterait peu, par quelques lignes écrites dans un moment de faiblesse, de céder à des exigences dont leurs plus proches parents feraient tous les frais. »

Je me permettrai de faire remarquer que nous sommes saisis, non d'une question de

réserve, mais d'une question de capacité, et qu'il est extraordinaire que, provisoirement, pendant la durée de la guerre, on refuse à l'homme jugé capable de verser son sang pour la patrie le droit d'exprimer ses volontés testamentaires.

La vie d'un mobilisé dans les conditions de la guerre moderne qui l'obligent à séjourner des jours et des mois dans les tranchées, seul à seul avec sa conscience, a dû lui faire acquérir cette maturité d'esprit exigée par le législateur pour la libre disposition de ses biens. Et il suffit de constater le caractère grave, sérieux, des jeunes poilus venus en permission, pour reconnaître qu'ils ont acquis par cette existence rude et périlleuse les armes de résistance nécessaires pour ne pas obéir aux suggestions mauvaises.

Ce n'est pas, en effet, la lutte de mouvement qui fait appel seulement aux qualités de bravoure et d'ardeur juvénile qui nous a été imposée, mais une guerre de stagnation où les nerfs sont tendus et où se développent les qualités de ténacité et d'abnégation froide et courageuse de notre race. Le mineur mobilisé — et, permettez-moi l'expression, immobilisé pendant de longs mois dans les tranchées — a été à même de peser toutes les conséquences de ses actes et, comme nous avons pu le constater nous-mêmes, il revient parmi nous avec des qualités de sérieux qui peuvent servir d'exemple aux civils de son âge.

Enfin n'oublions pas que la question de quotité disponible n'est pas en discussion, que vous aurez beau décider que le mobilisé qui aura des ascendants, des frères ou des sœurs, ne sera pas atteint par la proposition de loi Steeg, vous n'empêcherez pas que la dévolution des biens, s'il dispose plus que du disponible, se fera suivant les règles du droit commun, et que, s'il n'y a des frères et sœurs ou ascendants que dans une ligne, ce seront des collatéraux, qui lui seront indifférents ou même antipathiques qui recueilleront partie de la succession dans l'autre ligne; vous ne modifiez pas, en effet, les règles de la légalité.

Nul plus que moi ne respecte l'institution de la famille, base d'unité sociale, mais le projet qui vous est soumis n'y porte pas atteinte, puisque vous ne modifiez pas les règles des successions; la quotité des biens dont ne peut disposer le mineur en faveur des membres véritables de la famille, c'est-à-dire des ascendants, frères et sœurs, est toujours la même. Vous accepterez, d'autant plus la proposition de loi qu'elle ne produit ses effets que pendant la durée de la guerre. A des circonstances exceptionnelles, il faut des lois exceptionnelles. Le mineur mobilisé accomplit son devoir de patriote aussi bien que le majeur; il expose délibérément sa vie. Vous lui permettez de donner son patrimoine à ceux qui ont été bons et généreux pour lui, à ceux qui lui ont manifesté des sentiments d'affection, vous éviterez que ses biens ne soient en partie dévolus autrement qu'il le désire et vous pouvez être assurés qu'il n'abusera pas de cette faculté, qu'il pourra discerner ceux qui lui auront donné des marques d'affection sérieuses; vous ne pouvez refuser à ceux qui luttent avec tant d'opiniâtreté, énergie, tant de courage et de sang-froid, cette marque de confiance. (*Applaudissements.*)

M. le président de la commission. En l'absence du rapporteur et de M. Théodore Girard, auteur d'un amendement, je demande le renvoi à la prochaine séance. (*Mouvements divers.*)

M. le président. Je dois faire observer que le Sénat vient de statuer, il y a quelques instants, sur l'ajournement, et je ne pourrai

consulter de nouveau l'Assemblée que si la commission insiste une seconde fois.

M. Lhopiteau. Le Sénat pourrait statuer après avoir entendu M. le garde des sceaux, car je suis convaincu que nous nous mettrons d'accord ensuite, soit pour le renvoi, soit pour la continuation de la discussion.

M. le président. La proposition de renvoi à une séance ultérieure est-elle maintenue ?

Plusieurs sénateurs. Oui ! oui !

M. le président. Je consulte donc le Sénat sur l'ajournement de la discussion. (L'ajournement n'est pas prononcé.)

M. le président. Dans ces conditions, la parole est à M. T. Steeg.

M. T. Steeg. Messieurs, je demande au Sénat la permission de lui expliquer très brièvement les raisons pour lesquelles j'ai repris, à titre d'amendement, une proposition que j'avais présentée le 12 mars 1915.

Cette proposition a eu une singulière fortune. Elle a eu l'honneur d'être examinée deux fois par la commission qui en avait été saisie, et le malheur d'être deux fois rejetée par elle (*Sourires*), mais pour des raisons tout à fait différentes, presque contradictoires.

L'honorable rapporteur de la commission, M. Goirand, avait rédigé un premier rapport dans lequel il proposait au Sénat d'adopter purement et simplement le texte d'une proposition de loi de MM. Maurice Spronck, Paul Beaugard et Charles Benoist, qui avait été votée par la Chambre des députés. Je me ralliai à ces conclusions, pensant qu'il fallait hâter le vote d'une proposition qui posait un problème sur lequel on pouvait différer d'opinion, mais qu'il était nécessaire d'éclaircir promptement. (*Très bien ! très bien !*)

Au moment où la proposition venait devant le Sénat, mes honorables collègues MM. Théodore Girard et Jénouvrier ont repris, à titre d'amendement, ma proposition, et, grâce à leur autorité juridique, celle-ci revient devant la commission : la force persuasive de nos éminents collègues fut telle que M. le rapporteur, converti, allant plus loin qu'on ne lui demandait, a rejeté non seulement le texte de la Chambre des députés, mais encore celui que j'avais proposé, et dont MM. Théodore Girard et Jénouvrier avaient bien voulu se faire les parrains.

Ainsi, ma proposition, d'abord jugée trop timide, est trouvée maintenant subversive et dangereuse. Je crois qu'il y a là, pour moi, une raison de croire qu'elle est modérée et équitable. (*Sourires.*)

J'avais été, en effet, beaucoup moins hardi que MM. Maurice Spronck, Charles Benoist et Beaugard, qui ne passent cependant pas pour des esprits révolutionnaires : ils demandaient l'assimilation pure et simple au majeur du mineur mobilisé, ils suspendaient la restriction testamentaire de l'article 904 pour toute la période des hostilités ; je subordonnais, au contraire, l'octroi de cette pleine capacité testamentaire à la condition que le mineur n'eût ni ascendant, ni descendant, ni frère, ni sœur en état de succéder. Mon texte tenait donc compte des préoccupations des rédacteurs du code civil qui se sont proposés, dans l'article 904, de sauvegarder le patrimoine du mineur contre des influences suspectes ou des impulsions déraisonnables.

En temps normal, la pensée de la mort ne s'offre pas spontanément à l'esprit d'un jeune homme de dix-huit ans. Si l'idée lui vient de rédiger un testament, il y a lieu de craindre, en effet, qu'il n'y ait été amené par des suggestions intéressées et dangé-

reuses (*Très bien ! très bien !*) Mais en ce moment comment l'éventualité du péril suprême ne s'offrirait-elle pas à l'immense majorité de la jeunesse du pays ? Comment s'étonner qu'un soldat pense à rédiger l'expression de ses dernières volontés alors qu'il sait que chaque minute qu'il vit est peut-être la dernière, alors que chaque jour il voit tomber à ses côtés des camarades et que toujours il sent près de lui la mort qui rôde sournoise ou brutale, mais toujours menaçante et proche ? Il n'est pas besoin de manœuvres suspectes pour expliquer ce testament du mineur. Le spectacle qu'il a constamment sous les yeux y suffit. (*Marques nouvelles d'approbation.*)

M. Goirand, dans son rapport, nous parle des tentations auxquelles le soldat de dix-huit, dix-neuf ou vingt ans est exposé, pendant les permissions, pendant les congés de convalescence, ou donnés à la suite de blessures ou de maladies. Il serait facile de lui répondre que le péril est le même pour les soldats de vingt et un ans.

Mais je reconnais la nécessité d'une limite, même arbitraire.

M. le rapporteur s'inquiète d'un testament rédigé dans un moment d'abandon, de faiblesse ou de passion, qui dépouille les héritiers naturels et fasse sortir de la famille un patrimoine qui doit d'autant plus y rester que le mineur n'a pas eu le temps de créer par lui-même sa propre fortune.

Toute l'argumentation de la commission porte-t-elle contre le texte que j'ai eu l'honneur de déposer ? Je ne le crois pas. Par avance j'avais répondu à ses critiques en ne conférant au mineur mobilisé la pleine faculté de tester que s'il n'a ni ascendants, ni descendants ni frères, ni sœurs. (*Marques d'approbation.*)

Cependant, malgré ma modération et ma prudence la commission a cru devoir repousser ma proposition pour les mêmes raisons que celles qui l'amenaient à repousser le texte voté par la Chambre.

Je regrette que l'honorable rapporteur soit absent car je lui aurais demandé sur ce point de sa discussion une explication qui m'est bien nécessaire.

L'honorable M. Goirand reproche à ma proposition de créer un nouveau privilège, un privilège au bénéfice du fils unique. J'avoue que je ne comprends pas... Quel peut donc être le privilège du fils unique ? Il est mort, c'est un triste privilège ; d'autre part, il ne viendra à l'imagination de personne de supposer qu'à un moment donné les parents aient voulu n'avoir qu'un enfant pour lui réserver la faculté, au cas où, mineur, il mourrait sous les armes, de pouvoir disposer par testament de la totalité de sa fortune !

Messieurs, je n'ai pas voulu, comme m'en accuse presque M. le rapporteur, compromettre l'effort nécessaire que le législateur doit accomplir en faveur des familles nombreuses ; personne plus que moi n'est convaincu que la multiplicité de ces familles nombreuses est une source d'énergie physique et de vigueur morale qui aurait servi la France hier et qui la servira, je l'espère, demain. (*Très bien ! très bien !*) Si ma proposition pouvait avoir pour effet de compromettre ce développement des familles nombreuses, il va de soi que je la retirerais immédiatement. Mais c'est le contraire qui est exact : je crée un avantage pour les frères et sœurs, puisque j'institue, par mon texte, une réserve qui n'existe pas dans le code civil.

M. Fabien-Cesbron. Mon cher collègue, pourquoi n'ajoutez-vous pas les neveux et nièces, puisqu'ils doivent hériter par représentation ?

M. Guillot. Il faudrait aussi parler des neveux et nièces, en effet.

M. T. Steeg. Nous examinerons tout à l'heure, si vous le voulez, les amendements possibles à ma proposition, mais il faudrait d'abord que, sur le principe, un premier vote intervint. La commission repousse et le texte de la Chambre et le mien.

M. Lemarié. C'est une extension très naturelle.

M. T. Steeg. Je défends ma proposition. Si vous voulez y apporter des amendements et l'améliorer, il va de soi que j'en serai enchanté.

Certes, elle est un peu modeste, si modeste que quelques-uns peut-être la trouveront inutile et sans objet.

Non, messieurs. Les cas sont nombreux où le mineur qui n'a ni ascendants, ni descendants, ni frères, ni sœurs, se trouvera amené par la force de l'article 904 à laisser la moitié de ses biens à des parents inconnus, indifférents, quelquefois hostiles, dont il ne s'est jamais occupé, ou qui ne se sont jamais occupés de lui. Et cependant il a exprimé par écrit sa volonté formelle d'attribuer ses biens soit à un ami, soit à un bienfaiteur. S'il n'y a pas d'héritiers habiles à hériter, sa succession tombe en déshérence : c'est l'Etat qui la recueille. En vérité, si l'Etat lui a demandé sa vie, il ne semble pas qu'il doive lui prendre encore ses biens, alors surtout que, par reconnaissance ou par affection, il leur attribuait une autre destination. (*Très bien ! très bien !*)

Tel est le principe de la proposition que j'ai cru devoir vous soumettre. Elle est prudente et modérée ; elle tient compte de ce sentiment de justice devant lequel s'inclinait l'honorable M. Goirand, dans son premier rapport, et aussi des appréhensions et des préoccupations qu'il a exprimées dans le second.

Ma proposition sauvegarde les intérêts respectables de toutes les familles. D'autre part, elle accroît la capacité testamentaire du mineur sous les armes pendant la guerre.

On parle toujours des entraînements de la jeunesse. Mais chaque âge a les siens. Le législateur est intervenu pour en prévenir les résultats possibles fâcheux à l'époque de la maturité comme à celle de la jeunesse : s'il se produit des manœuvres immorales ou dolosives qui peuvent vicier la volonté du disposant, les intéressés sont armés par la loi et par la jurisprudence.

Ces garanties, la proposition que je vous soumetts ne les diminue en aucune manière. Par conséquent, il me paraît difficile qu'étant donné les précautions prises, vous refusiez votre adhésion au principe de ma proposition, et que vous n'en acceptiez pas les termes, cela surtout dans les circonstances actuelles.

Comment ! Ces jeunes gens sur lesquels pèse une incapacité juridique fondée sur une présomption d'insuffisante maturité intellectuelle ou morale, voici que la loi leur confère le droit et le devoir, non seulement de mourir pour leur patrie — il n'y faut que du courage : c'est la vertu de leur sang et de leur âge — mais de vivre, de lutter, de commander en son nom. Nous avons, et en très grand nombre, des jeunes gens de dix-huit, dix-neuf et vingt ans qui sont sous-lieutenants, qui se trouvent à la tête d'une compagnie ou d'une batterie. En des heures qui peuvent être décisives, ils tiennent entre leurs mains l'existence de leurs semblables et aussi l'issue d'une bataille où se trouve engagé pour partie l'avenir du pays.

Nous les avons vus à l'œuvre, ces mineurs promus soudain à des destins presque tragiques, nous les avons vus en face de périls devant lesquels de vieux guerriers d'autrefois auraient peut-être éprouvé quelque désarroi ; vous savez avec quelle bravoure,

quel sang-froid, avec quelle clairvoyance, quelle expérience précoce, au milieu des épreuves les plus déconcertantes, ils ont mené à bien la tâche qui leur était confiée. (*Applaudissements.*)

Pendant les mois que nous venons de vivre, on peut dire que ces mineurs ont fait voler en éclats, de la pointe de leur épée, l'antique présomption de minorité que le code civil fait peser sur eux. Ils ont mûri rapidement au feu des plus effroyables batailles que l'humanité ait jamais connues : il reste à consacrer juridiquement un état de choses certain, il reste surtout à dire à ces enfants magnifiques, calmes et irrésistibles que, si le pays les salue comme des héros, la loi désormais les traitera comme des hommes. (*Vifs applaudissements.*)

M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, j'aurai bien peu de paroles à prononcer, après le discours si substantiel que vous venez d'entendre, pour exposer devant le Sénat les conditions dans lesquelles s'est présentée une proposition qui, sous son apparence humble, touche, comme vous l'avez vu, à des principes qui ont pris racine dans le code civil et qui lui sont même antérieurs.

Nous allons, en effet, trouver devant nous ce conflit — qu'ont trouvé devant elles toutes les législations — entre la liberté personnelle de l'individu et la conservation des biens, du patrimoine dans la famille qui l'a conquis, qui l'a créé et qui l'a conservé.

L'article 904 du code civil déclare que le mineur de plus de seize ans aura le droit, malgré sa minorité, de disposer par voie testamentaire, de la moitié de ses biens. Par conséquent, si la moitié de ses biens est hors de son atteinte, l'autre moitié est au contraire à sa disposition.

La Chambre a décidé que, pendant la guerre, il y avait lieu de rendre hommage à ces mineurs de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans qui, comme le rappelait M. Steeg, se tiennent sur le champ de bataille avec l'héroïsme que vous savez, en les dotant de la pleine et entière capacité, en faisant d'eux, au point de vue testamentaire, des majeurs.

La Chambre a donc voté que, pendant la guerre, l'article 904 était purement et simplement abrogé, et si cette disposition devenait la loi, il s'ensuivrait que le mineur de plus de seize ans pourrait disposer de la totalité de ses biens.

La commission présidée par l'honorable M. Riotteau et dont M. Goirand est le rapporteur a commencé par accepter ce texte. Cependant elle s'est émue de la proposition de l'honorable M. Steeg — qu'il vient de développer si brillamment à cette tribune — qui, sous forme d'amendement, a été reprise par M. Jénouvrier et par M. Théodore Girard.

Quelle a été la pensée à laquelle ont obéi les auteurs de ces textes ?

Tout en rendant hommage, ainsi que vient de le faire M. Steeg, au courage, à la valeur morale de ces mineurs, on s'est préoccupé d'essayer de dénouer dans des conditions moins brutales le conflit dont je parlais tout à l'heure entre la liberté de l'individu et la conservation du patrimoine dans la famille.

L'honorable M. Steeg a fait valoir qu'il se pourrait que, si courageux qu'ils fussent, ces enfants — on peut se servir de ce terme en parlant d'eux — que ces enfants, dis-je, venant en permission, sous l'empire de passions, d'autant plus dominantes que peut-être ils sont près de leur fin, pourraient être entraînés en dehors de leur

famille ou contre sa volonté, à disposer de leurs biens. Il a continué en déclarant que, tout de même, s'agissant d'hommes de 17 ou 18 ans qui n'avaient pas constitué ce patrimoine reçu des générations antérieures qui l'avaient accumulé, qui n'avaient même pas l'excuse, au regard de la dissipation dont ils allaient se rendre victimes, d'avoir au moins conquis, créé une partie de ce patrimoine, il convenait, dans l'intérêt des familles, d'empêcher que le vote de la Chambre ne fût acquis.

La commission qui avait commencé par accepter le système la Chambre, l'a ensuite repoussé ; elle a également repoussé le projet de M. Steeg repris sous forme d'amendement par MM. Jénouvrier et Théodore Girard.

Deux raisons, à vrai dire, ont été fournies par la commission, l'une à laquelle a fait allusion M. Steeg. On a dit : Vous allez gratifier le fils unique d'un privilège.

L'amendement de M. Steeg est, en effet, ainsi conçu :

« ... Toutefois, s'il est appelé sous les drapeaux pour une campagne de guerre et s'il ne possède ni ascendants, ni frères, ni sœurs, légitimes ou naturels, capables de succéder, il pourra disposer par testament de la totalité de son patrimoine sans préjudice des droits légaux du conjoint survivant. »

Et la commission de dire : Alors, si le mineur n'a ni ascendants, ni frères, ni sœurs légitimes ou naturels, c'est-à-dire s'il est fils unique, il va avoir la totalité de la disposition testamentaire. Vous faites donc du fils unique un privilégié.

Comme nous l'a dit l'honorable M. Steeg, ce n'est pas cela qu'ont visé les auteurs de l'amendement. Ils ont voulu au contraire préserver le reste de la famille contre des actes de dissipation mortuaire. Si quelqu'un est responsable de la qualité de fils unique, ce n'est pas à coup sûr le fils unique lui-même qui n'a pas demandé à être unique, et qui, par conséquent, n'a pas demandé à voir se retourner contre lui l'argument.

Un autre argument avait été fourni, qui m'était à l'instant même rappelé par notre excellent collègue M. Riotteau, président de la commission. On redoutait que le mineur, du moment qu'il avait le droit, aux termes de l'amendement Steeg, de choisir entre les ascendants, frères et sœurs légitimes ou naturels, n'exercât son choix de manière à avantager la ligne paternelle et à désavantager par conséquent la ligne maternelle, en d'autres termes, à porter préjudice à l'une ou à l'autre de ces lignes.

C'est évident. Mais tout de même, si vous repoussez le système de la Chambre — et pour moi je ne l'accepte pas, je me rallie à la proposition fort sage qui constitue l'amendement dont vous êtes saisis — je ne voudrais pas que les mineurs de plus de seize ans, quelle que fût leur valeur morale, pussent user de leur liberté dans des conditions qu'ils seraient les premiers à regretter, s'ils pouvaient disposer d'un patrimoine dont ils ont hérité et auquel ils n'ont pu rien ajouter, par leur labeur, et dissiper par conséquent un patrimoine sur lequel leur famille peut compter.

C'est un vaste conflit, non seulement d'ordre civil, mais d'ordre social, qui sollicitera, longtemps après la guerre, le législateur, de savoir si, au regard du patrimoine de famille, la liberté individuelle de l'enfant doit s'exercer, vaste conflit dans lequel il faudra que, plus hardiment que nous ne l'avons fait, nous prenions position.

La propriété n'est rien si elle n'assure pas le libre développement de la personnalité humaine. Elle concrétise pour ainsi dire la liberté elle-même. Dans ces conditions, il y aura peut-être lieu, dans des législations ultérieures, de prendre des mesures

en faveur du maintien, dans une famille, de ce patrimoine créé par les générations antérieures.

L'amendement Steeg me donne satisfaction, sauf des réserves que je vais dire. Voici sous quelles espèces il se présente : Quand un mineur de plus de seize ans a un ascendant, un frère, une sœur, légitime ou naturel, il doit respecter ses parents, c'est-à-dire qu'il ne peut pas disposer de la moitié de son patrimoine au profit d'un autre que ses parents.

J'accepte ce principe, et même je voudrais l'étendre à tous les parents successifs. Après tout, quand on jette les yeux sur le code civil, et quand on voit la manière dont les degrés successifs ont été établis, on s'aperçoit qu'ils l'ont été par voie de conséquence, de la part du testateur, en tenant compte de la possibilité ou de la présomption d'affection. Et il n'est pas douteux que le reproche qui était adressé tout à l'heure, par voie d'interruption, à l'amendement Steeg tomberait.

Il n'a pas été prévu, en effet, de représentation. Si la sœur, naturelle ou légitime, meurt, son enfant n'héritera pas. Il n'est pas douteux cependant qu'il doive hériter. J'entends bien que ceci était prévu par M. Steeg. Il l'avait même tellement présent à l'esprit qu'il a pensé que, par le seul fait de la représentation, par le seul fait que le neveu hérite à la place de sa mère, il était inutile de le dire dans la loi.

Messieurs, il faut se garder de laisser dans la législation des lacunes, parce que cela laisse place à des controverses auxquelles sont bien prompts les habiletés de la barre. Ce que je demande au Sénat, c'est de repousser la proposition de la commission, qui elle-même veut le maintien du *statu quo*, qui ainsi interdit au mineur de disposer de plus de la moitié de ses biens. Il ne serait pas juste qu'en l'état où nous sommes nous ne puissions pas faire hommage d'une demi-capacité au mineur de plus de seize ans.

Seulement, ce que je demande, c'est qu'on n'aille pas à l'extrême. Peut-on permettre au mineur, si intéressant qu'il soit, de déshériter sa famille au profit d'on ne sait qui et dans des conditions sur lesquelles nous ne pouvons pas exercer notre contrôle ? (*Très bien ! très bien !*) Ce que je voulais, c'est qu'on ajoutât aux parents dont a parlé M. Steeg les autres parents. Le mineur aura à choisir entre ses ascendants, son père, sa mère, ses frères, et il pourra, entre les possibilités, faire son choix.

Il est bien entendu, alors, que si le mineur n'a ni père, ni mère, ni frère, ni parent d'aucun degré, le principe de la conservation du patrimoine dans la famille n'existe plus. La totalité de la disposition testamentaire lui reste. Il usera de son droit dans des conditions pleines et entières de liberté.

C'est une vue que j'expose devant le Sénat. C'est une question constitutionnelle : je n'ai pas le droit d'amendement ; je n'ai que le droit de suggestion, et je l'exerce dans des conditions aussi discrètes que possible.

Il y aura donc lieu de marier ici deux idées qui se sont rencontrées au seuil de ce débat. On vous a demandé le renvoi à la commission. Nous nous y sommes opposés parce que, tout de même nous devons faire hommage à une proposition depuis si longtemps en suspens devant le Sénat. Je ne m'opposerais pas au renvoi à la commission, mais à la condition — et son honorable président assiste à la séance — que ce soit un renvoi avec une orientation bien nette. J'insiste pour qu'il soit entendu que nous n'acceptons pas le texte de la commission tel qu'il est libellé, que nous ne voulons ni le maintien du *statu quo*, ni l'abrogation com-

plète de l'article 904 du code civil, espérant que, sur la base offerte par l'amendement de M. Steeg, la commission, d'accord avec le Gouvernement, fera triompher les vœux que je viens de vous exposer. (*Applaudissements.*)

M. le président de la commission. Comme président de la commission, j'accepte le renvoi à la commission dans le sens que M. le garde des sceaux vient d'indiquer.

M. Pontaille. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pontaille.

M. Pontaille. Je voudrais bien saisir le sens de l'amendement en question.

Il est ainsi conçu :

« L'article 904 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« ... Toutefois, s'il est appelé sous les drapeaux pour une campagne de guerre et s'il ne possède ni ascendants, ni frères, ni sœurs, légitimes ou naturels, capables de succéder, il pourra disposer par testament de la totalité de son patrimoine sans préjudice des droits légaux du conjoint survivant. »

Je prends l'exemple suivant : Un mineur mobilisé n'a plus que son père, sa mère étant décédée ; il ne pourra par conséquent pas disposer de la totalité de ses biens. Or, par votre amendement, vous aller l'obliger à voir une partie de sa fortune passer à des étrangers ou, en tous cas, à des collatéraux qui lui seront très souvent indifférents ou même antipathiques.

En ce qui concerne les frères et sœurs, il est entendu qu'ils héritent de la totalité, et, en ce qui concerne les ascendants, il y a une réserve du quart pour la ligne paternelle et du quart pour la ligne maternelle. Mais si la mère a disparu, la ligne maternelle sera représentée par des collatéraux et des cousins. Il est certain qu'il ne pourra pas donner la totalité de sa fortune à son père et, par conséquent, vous l'obligez, par la force de la loi, par une dévolution de biens faite suivant les règles de la succession *ab intestat*, à laisser une partie de son patrimoine passer, malgré sa volonté, non pas en totalité entre les mains de son père qu'il adore, mais en partie à des cousins, à des gens pour lesquels il n'a peut-être aucune affection.

Je propose donc d'adopter le texte tel qu'il a été voté par la Chambre.

M. le président. Je dois rappeler que nous sommes encore dans la discussion générale et que le Sénat doit statuer préalablement sur le passage à la discussion de l'article unique. (*Adhésion.*)

M. le garde des sceaux. Je ferai observer à l'honorable M. Pontaille que le texte de la Chambre a d'abord été accepté par la commission du Sénat, puis repoussé par elle. Il me permettra peut-être de conclure très discrètement de ce fait qu'il y a peut-être lieu à de nouveaux débats devant une commission qui, tour à tour, est allée jusqu'à accepter et à repousser le même principe. Entre ces deux solutions se trouve un amendement de l'honorable M. Steeg qui sera renvoyé à la commission, mais tous les avis sont permis et la suggestion que vous avez apportée et qui est semblable à celle que j'ai présentée moi-même à la tribune, c'est-à-dire le droit pour le mineur de choisir entre les degrés successibles et d'avantager selon son affection, pourvu que les biens restent dans la famille, cette suggestion pourra être, je l'espère, accueillie par la commission, et nous reviendrons d'accord parce que, dans un pareil débat, il faut être d'accord.

J'ai donc l'honneur de solliciter la clôture de la discussion générale et le renvoi à la

commission pour qu'il n'y ait échec pour personne.

M. Pontaille. C'est pour que la commission veuille bien examiner les observations que j'ai présentées que je me suis permis de les présenter au Sénat.

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Pendant la durée de la guerre, par dérogation à l'article 904 du code civil, tout mineur mobilisé peut disposer par testament comme s'il était majeur. »

Deux amendements ont été déposés : Le premier, proposé par MM. Théodore Girard et Jénouvrier, est ainsi conçu :

« Rédiger ainsi cet article :
« L'article 904 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

« Toutefois, s'il est appelé sous les drapeaux pour une campagne de guerre, et s'il n'a ni ascendants, ni frères, ni sœurs légitimes ou naturels capables de succéder, il pourra disposer par testament comme s'il était majeur. »

Le second, présenté par M. T. Steeg, est rédigé comme suit :

« Rédiger ainsi cet article :
« L'article 904 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« ... Toutefois, s'il est appelé sous les drapeaux pour une campagne de guerre et s'il ne possède ni ascendants, ni frères, ni sœurs, légitimes ou naturels capables de succéder, il pourra disposer par testament de la totalité de son patrimoine sans préjudice des droits légaux du conjoint survivant. »

La commission en demande le renvoi.

M. le président de la commission. Dans les conditions que M. le garde des sceaux a indiquées à la tribune.

M. le président. Je mets aux voix le renvoi à la commission des amendements. (Le renvoi est ordonné.)

M. T. Steeg. Je demande le maintien de la discussion à l'ordre du jour de la prochaine séance. (*Assentiment.*)

M. le président. Il n'y a pas d'observation?...
Il en est ainsi décidé.

7. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture de crédit sur l'exercice 1916, pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du

Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° L'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° L'ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et au mien, un projet de loi portant modification des articles 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du code civil relatifs à la nationalité.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission, nommée le 27 novembre 1913, relative à l'acquisition de la nationalité française. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat au nom de M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et de M. le ministre des finances deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er} portant acceptation définitive de la donation consentie à l'Etat par M. Auguste Rodin ;

Le 2^e portant ouverture, sur l'exercice 1916, d'un crédit de 10,813 fr. en vue de la création d'un musée Rodin.

M. le président. Les projets de loi seront imprimés et distribués et renvoyés le premier...

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, je viens de rentrer à Paris après une absence trop longue à mon gré, je vous demande la permission, pour mes débuts, et en qualité de ressuscité, de vous entretenir très brièvement du musée Rodin.

Vous savez que ce musée doit être installé dans l'hôtel Biron, ce chef-d'œuvre de notre architecture du XVIII^e siècle qu'il eût été préférable, à mon sens, de consacrer à l'art de cette époque, de même que notre musée de Cluny nous permet d'étudier l'art du XVI^e siècle.

M. le président. Veuillez ne pas ouvrir une discussion générale sur le fond, monsieur Delahaye ; il ne s'agit, pour le moment que du renvoi aux bureaux. (*Adhésion.*)

M. Delahaye. J'abandonne immédiatement ce développement, monsieur le président, pour exposer qu'il est nécessaire, à mon sens, que les commissaires du Sénat, poussant l'étude de la question plus loin que ne l'a fait la commission de la Chambre des députés — sauf M. Symian et M. Louis Breton, dont le discours m'a suggéré cette intervention — aillent voir les œuvres de Rodin.

Pour ma part, je suis déjà allé au dépôt des marbres, au musée du Luxembourg ; je n'ai plus à visiter que le musée secret de Meudon, ce que je compte faire très prochainement. Mais ce n'est pas la commission des finances, c'est une commission spéciale qui devra être chargée de cette petite enquête artistique et de statuer, ensuite, sur la question.

J'ajoute que j'ai l'intention de poser ma candidature à cette commission et que, si mes collègues veulent bien me faire l'honneur de me nommer, je compte entretenir

plus longuement le Sénat de l'œuvre de Rodin.

M. le président. M. Delahaye demande, messieurs, que le projet de loi relatif à l'acceptation définitive de la donation de M. Auguste Rodin soit renvoyé aux bureaux. Je consulte le Sénat sur cette proposition. (Le Sénat a adopté.)

M. le président. En conséquence, le projet de loi relatif à la donation consentie à l'Etat par M. Rodin est renvoyé aux bureaux et le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 10,813 fr. en vue de la création d'un musée Rodin est renvoyé à la commission des finances. (Assentiment.)

8. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Lhopiteau.

M. Lhopiteau. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux déclarations en matière de mutations par décès (art. 24 disjoint du projet de loi concernant : 1° l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre; 2° certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès).

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Monis.

M. Ernest Monis. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale.

J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

9. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Henry Chéron un rapport fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active.

Le rapport sera imprimé et distribué.

10. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance :

A quatre heures, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les mili-

taires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915 ;

Suite de la discussion de : 1^o la proposition de loi de M. T. Steeg, tendant à compléter l'article 904 du code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance?

Voix nombreuses. Mardi.

M. le président. En conséquence, et s'il n'y a pas d'opposition, le Sénat se réunira mardi prochain, en séance publique, à quatre heures, avec l'ordre du jour que je viens d'indiquer. (Adhésion.)

11. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Béjarry un congé d'un mois.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à cinq heures vingt minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

1116. — Question écrite remise à la présidence du Sénat, le 19 septembre 1916, par M. Bussièrre, sénateur, demandant à M. le ministre des finances dans quelle catégorie des contribuables de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1916 doivent être compris les maîtres ouvriers des corps de troupe qui, d'après l'article 23 de la même loi, sont astreints à la patente des fournisseurs.

1117. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 septembre 1916, par M. Bussièrre, sénateur, demandant à

M. le ministre de la guerre pourquoi l'indemnité accordée aux officiers, en compensation de la suppression des ordonnances, par le décret du 9 juillet 1916, n'est pas aux officiers de gendarmerie.

1118. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 septembre 1916, par M. Bussièrre, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les élèves des écoles de santé militaire, navale et coloniale, médecins ou pharmaciens auxiliaires, vivant avec les officiers de la formation, aient droit au billet de logement d'officier.

1119. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 septembre 1916, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si la situation d'un officier de l'active, de la réserve ou de la territoriale, réformé avant la guerre, maintenu exempté ou réformé par les conseils de révision, et dont la demande de réintégration a été refusée pour raison de santé après visite et contre-visite, est définitive.

1120. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 septembre 1916, par M. Devins, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si l'on peut nommer ou maintenir expert des commissions de ravitaillement une personne ayant à son casier judiciaire cinq condamnations, dont deux à l'emprisonnement, et dont l'intendance demande le remplacement.

1121. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 septembre 1916, par M. Perreau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les poseurs et autres agents militarisés de certaine section des chemins de fer de campagne chargés de famille touchent, comme leurs officiers, une indemnité pour familles nombreuses.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 953, posée, le 2 juin 1916, par M. Bussièrre, sénateur.

M. Bussièrre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi son unique ouvrier spécialiste a été enlevé à un maître bottier d'artillerie chargé, à son dépôt, des réparations et des remontages envoyés du front, et ayant marché pour six cents paires de brodequins de repos par mois, pour le mettre en sursis, comme monteur en longueur, dans une usine civile.

2^e réponse.

L'ouvrier spécialiste en question a été placé en sursis d'appel dans une manufacture privée, qui emploie un nombreux personnel spécialisé et fait à l'Etat d'importantes fournitures. Cet ouvrier fournit, dans l'emploi d'opérateur à la machine, un rendement de beaucoup supérieur à celui qu'il pouvait atteindre dans l'atelier du maître bottier d'artillerie, auquel il avait été affecté.

L'utilisation qui lui a été donnée se justifie donc par des raisons d'intérêt général.

Réponse de M. le ministre du commerce et de l'industrie à la question écrite, n° 1074, posée, le 26 juillet 1916, par M. Lebert, sénateur, à M. le ministre de la justice et transmise par celui-ci, pour attributions à M. le ministre du commerce et de l'industrie.

M. Lebert sénateur, demande à M. le ministre de la justice ce que sont les intérêts pour les non-commerçants faisant accidentellement acte de commerce, un décret moratoire visant les opérations entre commerçants et un autre les opérations commerciales.

Réponse.

Il convient de distinguer suivant que l'acte de commerce dont il s'agit a donné lieu à la souscription d'un effet de commerce ou qu'aucun effet de commerce n'a été souscrit.

Dans le premier cas, les sommes représentées par des effets de commerce souscrits antérieurement au 4 août 1914 et demeurés impayés sont productives d'un intérêt moratoire annuel de 5 p. 100 à dater du lendemain du jour où le paiement était primitivement exigible, sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction suivant la qualité de commerçant ou de non commerçant des souscripteurs.

Lorsqu'aucun effet de commerce n'a été souscrit, les sommes dues à raison d'avances faites antérieurement au 1^{er} août 1914, sont productives à partir du lendemain du jour de l'échéance ou du jour où la dénonciation pouvait être faite et, à défaut d'échéance stipulée à partir du 10 août 1914, d'intérêts moratoires dont le taux est, pour chaque période de prorogation, le taux

appliqué par la Banque de la France, à la date initiale de ces périodes, pour les avances sur titres, sous réserve de l'application de toutes clauses contractuelles qui stipuleraient des conditions plus élevées. Ces dispositions s'appliquent indistinctement aux commerçants et aux non-commerçants.

Dans tous les autres cas, le non commerçant qui a accompli accidentellement un acte de commerce demeure soumis, en ce qui concerne les intérêts, aux règles du droit commun.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1092, posée le 26 août 1916, par M. Simonet, sénateur.

M. Simonet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, comment se concilie la circulaire récente indiquant que seuls pourront être proposés, pour le grade d'officiers d'administration, les sous-officiers comptables de dépôts de prisonniers de guerre, de l'armée territoriale et du service armé, avec celle antérieure mentionnant que ces sous-officiers doivent être du service auxiliaire.

Réponse.

Les sous-officiers comptables des dépôts de prisonniers de guerre peuvent être recrutés parmi les catégories suivantes :

- a) Engagés spéciaux.
- b) Service auxiliaire.
- c) R. A. T. des classes 1892 ou antérieures.
- d) Pères de cinq enfants et veufs pères de quatre enfants de toutes classes de l'A. T. et de la R. A. T.
- e) Militaires définitivement inaptes à faire campagne.

Les comptables peuvent donc appartenir, soit au service auxiliaire, soit au service armé.

Ordre du jour du mardi 26 septembre.

A quatre heures, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires. (N^{os} 299 et 328, année 1916. — M. Henry Bérenger, rapporteur; et n^o 330, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Gervais, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915. (N^{os} 270 et 327, année 1916. — M. Henry Bérenger, rapporteur.)

Suite de la discussion de : 1^o la proposition de loi de M. T. Steeg, tendant à compléter l'article 904 du code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans. (N^{os} 89 et 267, année 1915; 22 et 206, année 1916. — M. Goirand, rapporteur. — Urgence déclarée.)